

Des Européens plus vieux mais pas forcément en meilleure santé

Par [afp](#), le 23/11/2016 à 02h51





Une personne âgée boit de l'eau, le 17 août 2012 à Lormes (Nièvre), dans une maison de retraite / AFP/Archives

La population de l'Union européenne vit plus longtemps mais pas forcément en meilleure santé: un diagnostic qui a poussé mercredi l'OCDE et la Commission européenne à recommander aux gouvernements d'investir plus dans leurs systèmes de santé.

"Nous devons investir dans la vie des gens et le capital humain, dans l'éducation et le développement des compétences - et aussi dans la santé et les soins", a souligné le commissaire à la santé, Vytenis Andriukaitis, lors d'une conférence de presse.

"Mon choix des mots est volontaire: nous ne devons pas voir cela comme des dépenses inévitables, mais comme un investissement dans l'avenir", a-t-il ajouté.

Le vieillissement de la population et les taux croissants de maladies chroniques combinés aux contraintes budgétaires rendent désormais "nécessaire" un changement dans la fourniture des soins de santé, estime la Commission qui s'appuie sur un rapport publié conjointement avec l'OCDE, proposant un panorama de l'état de santé et d'accès aux soins des Européens.

Elle cite pêle-mêle le développement de la santé en ligne, mais aussi la réduction des séjours hospitaliers et la rationalisation des dépenses en médicaments.

- Une population vieillissante -

La part de la population âgée de plus de 65 ans a augmenté dans l'UE, passant de moins de 10% en 1960 à près de 20% en 2015. Elle devrait atteindre près de 30% d'ici 2060.

L'espérance de vie dépasse 80 ans dans la majorité des Etats membres, mais le rapport met en lumière qu'il ne s'agit pas forcément d'un signe de bonne santé.

Environ 50 millions d'Européens souffrent en effet de maladies chroniques et un peu plus d'un demi-million de personnes encore en âge de travailler en meurent chaque année. Soit 115 milliards d'euros en "productivité perdue" pour l'UE.

Maladies cardio-vasculaires, problèmes respiratoires, diabète, ou encore problèmes psychologiques pèsent lourd dans le budget: on consacre en moyenne 1,7% du PIB à des prestations pour incapacité de travail ou congés maladie. C'est plus que pour les allocations

chômage.

Les dépenses de santé en 2015 ont représenté 9,9% du PIB de l'UE, contre 8,7% en 2005.

Et un grand nombre de personnes meurent encore de maladies "évitables", liées à des facteurs de risque comme le tabagisme.

Dans l'UE, une personne sur cinq continue de fumer et 16% des adultes sont obèses, contre 11% en 2000. L'obésité et la consommation excessive d'alcool constituent des problèmes "de plus en plus importants" dans de nombreux pays de l'UE, région du monde la plus grande consommatrice d'alcool.

- Inégalités entre Etats membres -

"Il reste encore beaucoup à faire pour réduire les inégalités en matière d'accès aux soins de santé et de qualité de ces derniers", estime Angel Gurría, secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

La durée moyenne d'un séjour à l'hôpital est passée de près de 10 jours en 2000 à 8 jours en 2014. Sur certaines interventions les différences entre pays restent importantes: après un infarctus, les patients restent hospitalisés en moyenne moins de 5 jours en Bulgarie, au Danemark, en Suède et en Slovaquie, contre plus de dix jours en Allemagne.

Ces divergences reflètent aussi les différences dans les pratiques hospitalières et les systèmes de paiement, avance le rapport.

Le Royaume-Uni, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Slovaquie sont les champions du médicament générique avec plus de 70% des produits vendus, tandis que cette part tombe à moins de 20% en Italie, au Luxembourg et en Grèce.

Dans quatre Etats --Chypre, Grèce, Bulgarie et Roumanie--, plus de 10% de la population ne bénéficient pas d'une couverture de base.

Depuis la crise de 2008, la proportion de la population qui fait état de besoins en soins non satisfaits pour des raisons financières a augmenté dans plusieurs pays, notamment parmi les ménages les plus pauvres.

En Grèce en particulier, la part est passée de 4 à 10%.

afp